

Unité départementale de l'Eure
1 avenue du Maréchal Foch
27000 Évreux

Évreux, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANTHOMME SARL

Rue de l'Industrie
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.2023.32.ERA.CG
Code AIOT : 0005802194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement BRANTHOMME SARL implanté Rue de l'Industrie 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANTHOMME SARL
- Rue de l'Industrie 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005802194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux.
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Mise à l'arrêt et remise en l'état. | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-46-25 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Emissions dans l'eau - Collecte et rejet des effluents | Arrêté Ministériel du 06/06/2016, article 20 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

articles s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Gestion déchets réceptionnés | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II | Sans objet |
| 3 | Entreposage des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV | Sans objet |
| 4 | Collecte et rejet des effluents | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ayant un raccordement à une station d'épuration collective, l'inspection demande à l'exploitant une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susnommé.

L'exploitant indiquera par courrier à l'inspection s'il s'agit d'une vente de l'exploitation avec arrêt définitif de l'activité ou si c'est une vente de l'exploitation avec transfert d'activité au futur acquéreur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt et remise en l'état.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-46-25 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, cessation d'activité |
| Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1. |
| Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection son intention de vendre l'exploitation et donc d'arrêter |

| |
|---|
| <p>définitivement l'activité ICPE.</p> <p>En effet, l'exploitant a déclaré à l'inspection que l'activité du site est en baisse constante depuis l'année 2018 (1200 Tonnes/mois), puis 700 à 800 Tonnes/mois et à 'environ 300 Tonnes par mois actuellement concernant les métaux ferreux et non ferreux et une activité négligeable en ce qui concerne les déchets dangereux (batteries).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indiquera par courrier à l'inspection s'il s'agit d'une vente de l'exploitation avec arrêt définitif de l'activité ou si c'est une vente de l'exploitation avec transfert d'activité au futur acquéreur.</p> <p>Pour rappel, après avoir terminé le réaménagement, la procédure de cessation d'activité du site est à engager telle que décrite par l'article R512-46-25 du code de l'environnement avec la transmission à l'inspection des installations classées de l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués.</p> <p>Pour information, une plaquette sur la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement est mise en annexe du présent rapport.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1mois</p> |

N° 2 : Gestion déchets réceptionnés

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un registre des déchets entrants présentant l'ensemble des informations réglementaires.</p> <p>L'exploitant indique le jour de l'inspection qu'il ne réalise un registre des déchets sortants que pour les déchets dangereux et non dangereux..</p> <p>En plus d'un registre manuel , un logiciel de gestion et de traçabilité des déchets est utilisé ("kerlog).</p> <p>L'activité du site étant faible l'exploitant à été en mesure de donner les éléments de traçabilité amont et aval des déchets présents.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Entreposage des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. »</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> |

| |
|---|
| <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté : absence de stockage en bâtiment, les déchets sont entreposés à l'extérieur, la hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres (dépôt est à plus de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation). Les déchets (métaux) sont entreposés en fonction sur une dalle bétonnée et bennes métalliques. L'exploitant est autorisé pour le stockage de batterie (rubrique 2718) dans la limite de 5 tonnes. Lors de la visite, il a été constaté que ce stockage était réalisé dans une benne sabot étanche. L'exploitant collecte sur son site une faible quantité de déchets d'équipements électriques ou électroniques sur une zone dédiée .</p> <p>Il est à noter que suite à l'inspection du 08//06/2021, la dalle de béton a fait l'objet d'une réparation (terrassement, mise en côte et coulage béton sur une surface de 256 m²). L'exploitant est en mesure de donner une évaluation du volume des déchets présents.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté que des parties non imperméabilisées sont accidentées et présente de nombreux trous gorgés d'eau stagnante. L'exploitant a indiqué à l'inspection que cela est suite au passage réguliers d'engins de manutention par temps de pluie et qu'un nivelage du terrain est prévu.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un nivelage du terrain a été effectué (transmission de photographies par courriel).</p> <p>Afin d'éviter la formation de trou suite au passage des engins de manutention l'exploitant effectuera une surveillance et un entretien régulier des parties de terrains non imperméabilisés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Collecte et rejet des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des effluent |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Une opération de pompage et de nettoyage du séparateur d'hydrocarbure a été effectuée le 3 mars 2023 par la société SNAD.</p> <p>Une quantité de 1,260 tonnes de boues hydrocarburées ont été évacuées vers le centre de traitement SEREP (BSD n° 23030742-01)</p> <p>Une quantité de 2,840 tonnes d'eaux d'hydrocarburées ont été évacuées vers le centre de traitement SAPPHIRE (BSD n° 23030742-02)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Emissions dans l'eau - Collecte et rejet des effluents

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2016, article 20</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été possible de consulter les différents rapports de contrôle car l'exploitant ne les avait pas sur le site.</p> <p>Ces rapports doivent être présent sur le site.</p> <p>La mesure périodique prévue n'a pas été effectuée pour l'année 2023.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le site ayant un raccordement à une station d'épuration collective, l'inspection demande à l'exploitant une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susnommé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |